

Manifeste du Réseau pour l'Après-Développement (RAD*)

Le mouvement qui milite pour un *après-développement* a jusqu'à ce jour gardé un caractère quasi-confidentiel. Il a pourtant au cours d'une histoire déjà longue, produit une littérature non négligeable et se trouve représenté dans plusieurs lieux de recherche et d'actions de par le monde.

Né dans les années soixante, lors de la décennie du développement, d'une réflexion critique sur les présupposés de l'économie et sur l'échec des politiques de développement, ce courant regroupe des chercheurs et des acteurs sociaux du Nord comme du Sud porteurs d'analyses et d'expériences novatrices sur le plan économique, social et culturel. Au cours des années, des liens le plus souvent informels se sont tissés entre ses diverses composantes, les expériences et les réflexions s'alimentant mutuellement. Le réseau pour l'après-développement s'inscrit ainsi dans la mouvance de l'INCA(D), International Network for Cultural Alternatives to Development, ou RIAC(D), Réseau International pour des Alternatives Culturelles au Développement, et se reconnaît pleinement dans la déclaration du 4 mai 1992(1). Il entend poursuivre et élargir le travail ainsi commencé.

Le réseau met au centre de son analyse la remise en cause radicale de la notion de développement, qui, en dépit des évolutions formelles qu'elle a connues, reste le point de rupture décisif au sein du mouvement de critique du capitalisme et de la mondialisation. Il y a d'un côté ceux qui militent pour un problème "autre" développement (ou une non moins problématique "autre" mondialisation) et ceux qui, comme nous, veulent sortir du développement et de l'économisme. À partir de cette critique, ce courant procède à une véritable "déconstruction" de la pensée économique. Sont ainsi remises en cause les notions de croissance, de pauvreté, de besoins, d'aide, etc.

Les associations et personnes membres du présent réseau se reconnaissent dans cette démarche. Après la faillite du socialisme réel et le glissement honteux de la social-démocratie vers le social-libéralisme, nous pensons que ces analyses sont seules susceptibles de contribuer à un renouveau de la pensée et à la construction d'une véritable société alternative à la société de marché. Remettre radicalement en question le concept de développement c'est faire de la subversion cognitive, et celle-ci est le préalable et la condition des changements politiques, sociaux et culturels qui s'imposent.

Le moment nous semble favorable pour sortir de la semi-clandestinité où nous avons été cantonnés jusqu'à présent et le grand succès du colloque de la Ligne d'horizon(2). "Défaire le développement-refaire le monde" qui s'est tenu à l'UNESCO du 28 février au 3 mars 2002 renforce notre conviction et nos espoirs.

Casser l'imaginaire développementiste et décoloniser les esprits

Face à la mondialisation, qui n'est que le triomphe planétaire du tout au marché, il nous faut concevoir et promouvoir une société dans laquelle les valeurs économiques ont cessé d'être centrales (ou uniques). L'économie doit être remise à sa place comme simple moyen de la vie humaine et non comme fin ultime. Il nous faut renoncer à cette course folle vers une consommation toujours accrue. Cela n'est pas seulement nécessaire pour éviter la destruction définitive des conditions de vie sur terre, mais aussi et surtout pour sortir l'humanité de la misère psychique et morale. Il s'agit là d'une véritable décolonisation de *notre imaginaire* et d'une

déséconomisation des esprits nécessaires pour changer vraiment le monde avant que le changement du monde ne nous y condamne dans la douleur. Il faut commencer par voir les choses *autrement* pour qu'elles puissent devenir autres, pour que l'on puisse concevoir des solutions vraiment originales et novatrices. Il s'agit de mettre au centre de la vie humaine d'autres significations et d'autres raisons d'être que l'expansion de la production et de la consommation(3).

Le premier mot d'ordre du réseau est donc «résistance et dissidence». Résistance et dissidence avec la tête mais aussi avec les pieds. Résistance et dissidence comme attitude mentale de refus et comme hygiène de vie. Résistance et dissidence comme attitude concrète par toutes les formes d'auto-organisation alternative. Cela signifie participer à la conception et à la mise en oeuvre de sociétés conviviales. Mais cela signifie en premier lieu le refus de la complicité et de la collaboration avec cette entreprise de décervelage et de destruction planétaire que constitue l'idéologie développementiste.

Mirages et ruines du développement

La mondialisation actuelle nous montre ce que le développement a été et que nous n'avons jamais voulu voir. Elle est le stade suprême du *développement réellement existant* en même temps que la négation de sa conception mythique. Si le développement, en effet, n'a été que la poursuite de la colonisation par d'autres moyens, la *nouvelle* mondialisation, à son tour, n'est que la poursuite du développement avec d'autres moyens. Il convient donc de distinguer le développement comme mythe et le développement comme réalité historique.

On peut définir le développement réellement existant comme une entreprise visant à transformer les rapports des hommes entre eux et avec la nature en marchandises. Il s'agit d'exploiter, de mettre en valeur, de tirer profit des ressources naturelles et humaines. Entreprise agressive envers la nature comme envers les peuples, elle est bien, comme la colonisation qui la précède et la mondialisation qui la poursuit, une oeuvre à la fois économique et militaire de domination et de conquête. C'est le développement réellement existant, celui qui domine la planète depuis trois siècles, qui engendre la plupart des problèmes sociaux et environnementaux actuels : exclusion, surpopulation, pauvreté, pollutions diverses, etc.

Quant au concept mythique de développement, il est piégé dans un dilemme : soit il désigne tout et son contraire, en particulier l'ensemble des expériences historiques de dynamique culturelle de l'histoire de l'humanité, de la Chine des Han à l'empire de l'Inca. Dans ce cas, il ne désigne rien en particulier, il n'a aucune signification utile pour promouvoir une politique, et il vaut mieux s'en débarrasser. Soit il a un contenu propre. Ce contenu désigne alors nécessairement ce qu'il possède de commun avec l'aventure occidentale du *décollage* de l'économie telle qu'elle s'est mise en place depuis la révolution industrielle en Angleterre dans les années 1750-1800. Dans ce cas, quel que soit l'adjectif qu'on lui accole, le contenu implicite ou explicite du développement est la croissance économique, l'accumulation du capital avec tous les effets positifs et négatifs que l'on connaît. Or, ce noyau dur, que tous les développements ont en commun avec cette expérience-là, est lié à des rapports sociaux bien particuliers qui sont ceux du mode de production capitaliste. Les antagonismes de "classes" sont largement occultés par la prégnance de "valeurs" communes plus ou moins partagées par tous : le progrès, l'universalisme, la maîtrise de la nature, la rationalité quantifiante. Ces valeurs sur lesquelles reposent le développement, et tout particulièrement le progrès, ne correspondent pas du tout à des aspirations universelles profondes. Elles sont liées à l'histoire de l'Occident, elles recueillent peu d'écho

dans les autres sociétés. En dehors des mythes qui la fondent, l'idée de développement est totalement dépourvue de sens et les pratiques qui lui sont liées sont rigoureusement impossibles parce qu'impensables et interdites. Aujourd'hui, ces valeurs occidentales sont précisément celles qu'il faut remettre en question pour trouver une solution aux problèmes du monde contemporain et éviter les catastrophes vers lesquelles l'économie mondiale nous entraîne. Le post-développement est tout à la fois post-capitalisme et post-modernité.

Les habits neufs du développement

Pour tenter de conjurer magiquement les effets négatifs de l'entreprise développementiste, on est entré dans l'*ère des développements à particule*. On a vu surgir des développements autocentrés, endogènes, participatifs, communautaires, intégrés, authentiques, autonomes et populaires, équitables, durables... sans parler du développement local, du micro-développement, de l'endo-développement et même de l'ethnodéveloppement ! En accolant un adjectif au concept de développement, il ne s'agit pas vraiment de remettre en question l'accumulation capitaliste, tout au plus songe-t-on à adjoindre un volet social ou une composante écologique à la croissance économique comme on a pu naguère lui ajouter une dimension culturelle. Ce travail de redéfinition du développement porte, en effet, toujours plus ou moins sur la culture, la nature et la justice sociale. Dans tout cela, il s'agit de guérir un *mal* qui atteindrait le développement de façon accidentelle et non congénitale. On a même créé pour l'occasion un monstre repoussoir : le *mal-développement*. Ce monstre n'est qu'une chimère car le mal ne peut pas atteindre le développement pour la bonne raison que le développement imaginaire est par définition l'incarnation même du *Bien*. Le bon développement est un pléonisme parce que développement signifie bonne croissance, parce que la croissance, elle aussi, est un bien et qu'aucune force du mal ne peut prévaloir contre elle.

C'est l'excès même des preuves de son caractère bénéfique qui révèle le mieux l'escroquerie du développement.

Le développement *social*, le développement *humain*, le développement *local* et le développement *durable* ne sont ainsi que les dernières nées d'une longue suite d'innovations conceptuelles visant à faire entrer une part de rêve dans la dure réalité de la croissance économique. Si le développement survit encore à sa mort il le doit surtout à ses critiques ! En inaugurant l'ère du développement *qualifié* (humain, social, etc.), les humanistes canalisent les aspirations des victimes du développement pur et dur du Nord et du Sud en les instrumentalisant. Le développement durable est la plus belle réussite dans cet art du rajeunissement des vieilles lunes. Il illustre parfaitement le procédé d'euphémisation par adjectif visant à changer les mots à défaut de changer les choses. Le développement durable, soutenable ou supportable (*sustainable*), mis en scène à la conférence de Rio en Juin 1992, est un tel bricolage conceptuel ; il s'agit d'une monstruosité verbale par son antinomie mystificatrice. Mais en même temps par son succès universel, il témoigne de la domination de l'idéologie développementiste. Désormais, la question du développement ne concerne pas seulement les pays du Sud, mais tout aussi bien ceux du Nord.

Si la rhétorique pure du développement avec la pratique liée de l'expertocratie volontariste ne fait plus recette, le complexe des croyances eschatologiques en une prospérité matérielle possible pour tous, et respectueuse de l'environnement qu'on peut définir comme "le développementisme", reste intact. Le "développementisme" manifeste la logique économique dans toute sa rigueur. Il n'y a pas de place dans ce *paradigme* pour le respect de la nature réclamé par les écologistes ni pour le

respect de l'homme réclamé par les humanistes. Le développement réellement existant apparaît alors dans sa vérité, et le développement *alternatif* comme un mirage.

Au-delà du développement

Parler d'après-développement ce n'est pas seulement laisser courir son imagination sur ce qui pourrait arriver en cas d'implosion du système, faire de la politique fiction ou examiner un cas d'école. C'est parler de la situation de ceux qui actuellement au Nord et au Sud sont des exclus ou sont en passe de le devenir, de tous ceux donc pour qui le développement est une injure et une injustice et qui sont indubitablement les plus nombreux à la surface de la terre. L'après-développement s'esquisse déjà autour de nous et s'annonce dans la diversité.

L'après-développement, en effet, est nécessairement pluriel. Il s'agit de la recherche de modes d'épanouissement collectif dans lesquels ne serait pas privilégié un bien-être matériel destructeur de l'environnement et du lien social. L'objectif de la bonne vie se décline de multiples façons selon les contextes. En d'autres termes, il s'agit de reconstruire de nouvelles cultures. Cet objectif peut s'appeler *l'umran* (épanouissement) comme chez Ibn Kaldûn, *swadeshi-sarvodaya* (amélioration des conditions sociales de tous) comme chez Gandhi, ou *bamtaare* (être bien ensemble) comme chez les Toucouleurs, ou de tout autre nom. L'important est de signifier la rupture avec l'entreprise de destruction qui se perpétue sous le nom de développement ou aujourd'hui de mondialisation. Pour les exclus, pour les naufragés du développement, il ne peut s'agir que d'une sorte de synthèse entre la tradition perdue et la modernité inaccessible. Ces créations originales, dont on peut trouver ici ou là des commencements de réalisation, ouvrent l'espoir d'un après-développement. Il faut tout à la fois penser et agir globalement et localement. Ce n'est que dans la fécondation mutuelle des deux approches que l'on peut tenter de surmonter l'obstacle du manque de perspectives immédiates. Proposer la *décroissance* comme un des objectifs globaux urgents et identifiables à ce jour et mettre en oeuvre des alternatives concrètes localement sont des perspectives complémentaires.

Décroître et embellir

La décroissance devrait être organisée non seulement pour préserver l'environnement mais aussi pour restaurer au moins le minimum de justice sociale sans lequel la planète est condamnée à l'explosion. Survie sociale et survie biologique paraissent ainsi étroitement liées. Les limites du patrimoine naturel ne posent pas seulement un problème d'équité intergénérationnelle dans le partage des parts disponibles, mais un problème de juste répartition entre les membres actuellement vivants de l'humanité.

La décroissance ne signifie pas un immobilisme conservateur. La plupart des sages considèrent que le bonheur se réalisait dans la satisfaction d'un nombre judicieusement limité de besoins. L'évolution et la *croissance* lente des sociétés anciennes s'intégraient dans une reproduction élargie bien tempérée, plus ou moins adaptée aux contraintes naturelles.

Aménager la décroissance signifie, en d'autres termes, renoncer à l'imaginaire économique c'est-à-dire à la croyance que *plus égale mieux*. Le bien et le bonheur peuvent s'accomplir à moindre frais. Redécouvrir la vraie richesse dans l'épanouissement de relations sociales conviviales dans un monde sain peut se réaliser avec sérénité dans la frugalité, la sobriété, la simplicité volontaire, voire une certaine austérité dans la consommation matérielle. Une décroissance acceptée et bien

pensée n'impose aucune limitation dans la dépense des sentiments et la production d'une vie festive.

Le mot d'ordre de décroissance a surtout pour objet de marquer fortement l'abandon de l'objectif insensé de la croissance pour la croissance, objectif dont le moteur n'est autre que la recherche effrénée du profit par les détenteurs du capital. Bien évidemment, il ne vise pas au renversement caricatural qui consisterait à prôner la décroissance pour la décroissance. En particulier, la décroissance n'est pas la croissance négative. On sait que le simple ralentissement de la croissance plonge nos sociétés dans le désarroi en raison du chômage et de l'abandon des programmes sociaux, culturels et environnementaux qui assurent un minimum de qualité de vie. On peut imaginer quelle catastrophe serait un taux de croissance négatif ! De même qu'il n'y a rien de pire qu'une société travailliste sans travail, il n'y a rien de pire qu'une société de croissance sans croissance. La décroissance n'est donc envisageable qu'à la condition de sortir de l'économie de croissance et d'entrer dans une "société de décroissance". Cela suppose une toute autre organisation dans laquelle le loisir est valorisé à la place du travail, où les relations sociales priment sur la production et la consommation de produits jetables inutiles voire nuisibles. Une réduction féroce du temps de travail imposé pour assurer à tous un emploi satisfaisant est une condition préalable. On peut, s'inspirant de la charte "consommations et styles de vie" proposée au Forum des ONG de Rio, synthétiser tout cela dans un programme en six "R" : Réévaluer, Restructurer, Redistribuer, Réduire, Réutiliser, Recycler. Ces six objectifs interdépendants enclenche un cercle vertueux de décroissance conviviale et soutenable. Réévaluer, cela signifie revoir les valeurs auxquelles nous croyons et sur lesquelles nous organisons notre vie et changer celles qui doivent l'être. Restructurer, cela signifie adapter l'appareil de production et les rapports sociaux en fonction du changement des valeurs. Redistribuer s'entend de la répartition des richesses et de l'accès au patrimoine naturel. Réduire veut dire diminuer l'impact sur la biosphère de nos modes de produire et de consommer. Pour ce faire réutiliser au lieu de jeter les appareils et les biens d'usage et bien sûr recycler les déchets incompressibles de notre activité. Si une remise en question radicale des valeurs de la modernité s'impose, cela n'implique pas nécessairement le rejet de toute science ni le refus de toute technique. Nous ne renions pas notre appartenance à l'Occident dont le rêve progressiste nous hante. Toutefois, nous aspirons à une amélioration de la qualité de vie et non à une croissance illimitée du P. I. B. Nous réclamons la beauté des villes et des paysages, la pureté des nappes phréatiques et l'accès à de l'eau potable, la transparence des rivières et la santé des océans. Nous exigeons une amélioration de l'air que nous respirons, de la saveur des aliments que nous mangeons. Il y a encore bien des "progrès" à faire pour lutter contre l'invasion du bruit, pour accroître les espaces verts, pour préserver la faune et la flore sauvage, pour sauver le patrimoine naturel et culturel de l'humanité, sans parler des "progrès" à faire dans la démocratie. La réalisation de ce programme participe d'une certaine idéologie du progrès et suppose le recours à des techniques sophistiquées dont la plupart sont encore à inventer. Il serait injuste de nous taxer de technophobes et d'antiprogessistes sous le seul prétexte que nous réclamons un "droit d'inventaire" sur le progrès et la technique. Cette revendication est un minimum pour l'exercice de la citoyenneté.

L'après-développement et la construction d'une société alternative ne se déclinent pas nécessairement de la même façon au Nord et au Sud.

Tout simplement, pour le Nord, la diminution de la pression excessive du mode de fonctionnement occidental sur la biosphère est une exigence de bon sens en même temps

qu'une condition de la justice sociale et écologique.

En ce qui concerne les pays du Sud, touchés de plein fouet par les conséquences négatives de la croissance du Nord, il s'agit moins de décroître (ou de croître, d'ailleurs) que de renouer le fil de leur histoire rompu par la colonisation, l'impérialisme et le néo-impérialisme militaire, politique, économique et culturel. La réappropriation de leur identité est un préalable pour apporter à leur problèmes les solutions appropriées. Il peut être judicieux de réduire la production de certaines cultures destinées à l'exportation (café, cacao, arachide, coton, mais aussi, fleurs coupées, crevettes d'élevage, légumes et agrumes de contre-saison, etc) comme il peut s'avérer nécessaire d'accroître celle des cultures vivrières. On peut songer à renoncer à l'agriculture productiviste, comme au Nord, pour reconstituer les sols et les qualités nutritionnelles, mais aussi, sans doute, entreprendre des réformes agraires, réhabiliter l'artisanat réfugié dans l'informel, etc. Il appartient à nos amis du Sud de préciser quel sens peut prendre pour eux la construction de l'après-développement.

En aucun cas la remise en cause du développement ne peut ni ne doit apparaître comme une entreprise paternaliste et universaliste qui l'assimilerait à une nouvelle forme de colonisation (écologiste, humanitaire...). Le risque est d'autant plus fort que les ex-colonisés ont intériorisé les valeurs du colonisateur. Même si ses racines y sont moins profondes, l'imaginaire économique, et tout particulièrement l'imaginaire développementaliste, est sans doute encore plus prégnant au Sud qu'au Nord. Les victimes du développement ont tendance à ne voir d'autre remède à leur malheur que dans une aggravation du mal. Elles pensent que l'économie est le seul moyen de résoudre la pauvreté alors même que c'est elle qui l'engendre. Le développement et l'économie sont le problème et non la solution ; continuer à prétendre et vouloir le contraire participe aussi du problème.

Survivre localement

Il s'agit d'être attentif au repérage des innovations alternatives : entreprises coopératives en autogestion, communautés néorurales, Lets et Sels, autoorganisation des exclus au Sud. Ces expériences, que nous entendons soutenir ou promouvoir, nous intéressent moins pour elles-mêmes que comme formes de résistance et de dissidence au processus de montée en puissance de *l'omnimarchandisation* du monde. Sans chercher à proposer un modèle unique, nous nous efforçons de viser en théorie et en pratique une cohérence globale de l'ensemble de ces initiatives.

Le danger de la plupart des initiatives alternatives est, en effet, de se cantonner dans le *créneau* qu'elles ont trouvé au départ au lieu de travailler à la construction et au renforcement d'un ensemble plus vaste. L'entreprise alternative vit ou survit dans un milieu qui est et doit être différent du marché mondialisé. C'est ce milieu porteur dissident qu'il faut définir, protéger, entretenir, renforcer et développer par la résistance. Plutôt que de se battre désespérément pour conserver son créneau au sein du marché mondial, il faut militer pour élargir et approfondir une véritable société autonome en marge de l'économie dominante.

Le marché mondialisé avec sa concurrence acharnée et le plus souvent déloyale n'est pas l'univers où se meut et où doit se mouvoir l'organisation alternative. Elle doit rechercher une véritable démocratie associative pour déboucher sur une société autonome. Une chaîne de complicité doit lier toutes les parties. Comme dans *l'informel* africain, nourrir le réseau des "reliés" est la base de la réussite. L'élargissement et l'approfondissement du tissu porteur est le secret de la réussite et doit être le souci premier de ses initiatives. C'est cette cohérence qui représente une véritable alternative au système.

Au Nord, on pense d'abord aux projets volontaires et volontaristes de construction de mondes différents. Des individus, refusant totalement ou partiellement le monde dans lequel ils vivent, tentent de mettre en oeuvre *autre* chose, de vivre *autrement* : de travailler ou de produire *autrement* au sein d'entreprises différentes, de se réapproprier la monnaie aussi pour un usage différent, selon une logique *autre* que celle de l'accumulation illimitée et de l'exclusion massive des perdants.

Au Sud, où l'économie mondiale, avec l'aide des institutions de Bretton Woods, a exclu des campagnes des millions et des millions de personnes, a détruit leur mode de vie ancestral, supprimé leur moyens de subsistance, pour les jeter et agglutiner dans les bidonvilles et les banlieues du Tiers-monde, l'alternative est souvent une condition de la survie. Les "naufragés du développement", les laissés pour compte, condamnés dans la logique dominante à disparaître, n'ont d'autre choix pour surnager que de s'organiser selon une *autre* logique. Ils doivent inventer, et certains au moins inventent effectivement un *autre* système, une *autre* vie.

Cette deuxième forme de *l'autre* société n'est pas totalement séparée de la première, et cela pour deux raisons. D'abord, parce que l'auto-organisation spontanée des exclus du Sud n'est pas, n'est jamais, totalement spontanée. Il y a aussi des aspirations, des projets, des modèles, voire des utopies qui informent plus ou moins ces *bricolages* de la survie informelle. Ensuite, parce que, symétriquement, les "alternatifs" du Nord n'ont pas toujours le choix. Ce sont aussi souvent des exclus, des laissés pour compte, chômeurs en fin de droits ou candidats potentiels au chômage, ou plus simplement des exclus par dégoût... Il y a donc des passerelles entre les deux formes qui peuvent et doivent se féconder mutuellement. Cette cohérence d'ensemble réalise d'une certaine façon certains aspects que François Partant attribuait à sa "centrale", c'est-à-dire son projet de coordination des initiatives dissidentes : "Donner à des chômeurs, à des paysans ruinés et à toute personne le désirant, la possibilité de vivre de leur travail, en produisant, à l'écart de l'économie de marché et dans des conditions qu'ils déterminent eux-mêmes, ce dont ils estiment avoir besoin" (La Ligne d'horizon, La découverte, Paris 1988, p. 206).

Renforcer la construction de ces autres mondes possibles passe par la prise de conscience de la signification historique de ces initiatives. Nombreuses ont déjà été les reconquêtes par les forces développementistes des entreprises alternatives isolées et il serait dangereux de sousestimer les capacités de récupération du système. Pour contrer la manipulation et le lavage de cerveau permanent auxquels nous sommes soumis, la constitution d'un vaste réseau apparaît essentielle pour mener la bataille du sens.

Les objectifs principaux du réseau peuvent ainsi se résumer en quatre points :

- 1) Concevoir et promouvoir résistance et dissidence à la société de croissance et de développement économique.
- 2) Travailler à renforcer la cohérence théorique et pratique des initiatives alternatives.
- 3) Mettre en oeuvre de véritables sociétés autonomes et conviviales.
- 4) Lutter pour la décolonisation de l'imaginaire économiste dominant.

(1) Il s'agit d'un réseau de l'*Institut Interculturel de Montréal*, 4917 St-Urbain, Montréal, QC, Canada H2T 2W1
www.iim.qc.ca

(2) *La Ligne d'horizon. Les Amis de François Partant*. 7 villa Bourgeois 92240 Malakoff.

www.lalignedhorizon.net

(3) Paraphrase de Cornelius Castoriadis, *La Montée de l'insignifiance*. Les Carrefours du labyrinthe IV, Paris, Seuil, 1996, p. 96.

Commentaire du mpOC-Liège : cette note est tirée du livre de Serge Latouche, *Décoloniser l'imaginaire* dont ce manifeste est l'introduction (2^{ème} édition, Parangon, 2011, p. 27). Voir aussi cet article : http://liege.mpoc.be/articles/Castoriadis-Cornelius_Stopper-la-montee-de-l-insignifiance_1996.pdf

* Voir encore *ROCADE, Réseau des Objecteurs de Croissance pour l'Après-Développement*

www.apres-developpement.org